

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1351 - 24 novembre 1988 - 10,50 F

D 1351 EL SALVADOR: "DOCUMENT FINAL" DU DÉBAT NATIONAL

Les 3 et 4 septembre 1988 se tenait à San Salvador l'assemblée générale et publique du "Débat national pour la paix", ouvert le 17 juin précédent, avec la participation d'une soixantaine d'organisations représentatives des forces vives du pays (cf. DIAL D 1342). L'assemblée s'est terminée par l'adoption du "Document final" dont nous donnons ci-dessous l'intégralité avec, en finale, la liste des organisations participantes.

C'est une sorte de radiographie, dans tous les sens, de la société salvadorienne aux prises avec une crise majeure de société et une guerre de guérilla qui dure depuis huit ans. Malgré sa sécheresse lapidaire et statistique, ce document est un travail remarquable d'analyse et de clarification des multiples données composant la problématique nationale. Il représente le point de vue de la société civile, et non celui de la classe politique.

Les 163 propositions mises aux voix dans ce "document final" - dont 147 approuvées à la majorité simple et 16 n'ayant pas obtenu la majorité des voix - étaient rassemblées dans le "document de synthèse" issu des 323 propositions du "document intermédiaire", lequel était un premier résumé des 1400 réponses originelles des organisations sociales consultées.

Fait de matière brute, ce texte appelle des grilles de lecture variées. Nous aurons sans doute l'occasion d'y revenir.

On se prend à rêver que cette forme moderne de cahiers de doléances - élaborée selon une méthodologie rigoureuse - soit aussi utilisée dans des pays comme le Nicaragua, le Pérou, la Colombie, le Chili ou Haïti, pour ne prendre que les actuels points chauds en Amérique latine... Cela permettrait de prendre la température de la société civile.

Note DIAL

DÉBAT NATIONAL 1988

DOCUMENT FINAL

(San Salvador - Septembre 1988)

Les 3 et 4 septembre, les délégués de soixante forces vives du pays se sont réunis au Collège de la Sainte-Famille pour l'assemblée publique du Débat national proposé par l'archevêque de San Salvador, Mgr Arturo Rivera Damas.

Comme participants de cette assemblée nous désirons témoigner du climat de respect et de dialogue qui a présidé à notre rencontre, ce qui a permis de travailler de façon intense et responsable selon une méthode efficace et souple.

Pour l'élaboration du document final, nous sommes partis du document de synthèse préparé en toute objectivité par la Commission d'organisation, sur la base des réponses données par cinquante-trois des organisations qui avaient reçu un questionnaire en six points. Le document final, dans sa structuration, suit rigoureusement l'ordre de ce questionnaire. Il contient les propositions qui ont été approuvées par au moins 50% des forces sociales présentes à l'assemblée; pour chaque proposition on donne la liste des organisations qui la soutiennent (1).

(1) Dans cette version française, nous avons omis ces listes en raison de leur caractère ultra-spécialisé et répétitif (NdT).

Sur les soixante-trois forces sociales invitées, le Collège des architectes d'El Salvador, l'Unité Albert Einstein et l'Unité populaire démocratique II ont été absents. C'est pourquoi, pour pouvoir calculer exactement les pourcentages, on indique après chaque proposition le nombre des organisations présentes dans la salle au moment du vote.

Les propositions qui n'ont pas reçu d'approbation majoritaire sont présentées en annexe de ce document.

Les délégués des organisations ayant participé à l'assemblée publique du débat national ont décidé à l'unanimité ce qui suit:

a) Exhorter les partis politiques à intégrer dans leur programme de gouvernement les points de consensus relevés dans le document final du débat national.

b) Lancer un appel aux organisations invitées, mais qui n'ont pas participé au débat national, ainsi qu'aux autres forces sociales non invitées pour qu'elles reprennent à leur compte les points de consensus et qu'elles participent activement au Débat national pour la paix.

c) Demander à l'organisme permanent du Débat national, approuvé en assemblée publique, de mener les actions nécessaires permettant de garantir le respect des accords et d'assurer leur suivi dans le cadre du Débat national pour la paix.

d) Solliciter du gouvernement salvadorien et du FDR-FMLN le respect des résolutions du document final du Débat national en se mettant immédiatement d'accord sur un cessez-le-feu et sur la relance du processus de dialogue-négociation pour la paix en El Salvador.

THÈSES AYANT REÇU PLUS DE LA MOITIÉ DES VOIX DES PARTICIPANTS

1. Description succincte de la situation actuelle en El Salvador

1.1 - Aspects positifs

- 1) Conscience plus vive de la nécessité de récupérer la souveraineté nationale. 56 - 55 - 98% (2)
- 2) Prise de conscience accrue, spécialement dans les secteurs populaires, de la gravité de la situation, de la nécessité d'une solution négociée et non militaire au conflit, de la recherche d'un consensus national, du rôle de l'organisation et de la participation populaire dans la solution du conflit. 59 - 57 - 97%
- 3) Avancées dans l'organisation et l'activité des secteurs populaires. 59 - 56 - 95%
- 4) Meilleure conjoncture internationale suite à l'affaiblissement du gouvernement Reagan par rapport à El Salvador, avec davantage d'appui pour la recherche d'une solution négociée, avec aussi une meilleure connaissance et un plus grand souci de la situation salvadorienne, en particulier sur le thème des droits de l'homme. Influence positive d'Esquipulas II (3) pour un règlement régional à dimension centro-américaine. 59 - 56 - 95%
- 5) Certains espaces politiques se sont ouverts dans la vie nationale tels que l'ouverture des médias, l'exercice de certaines libertés publiques et la légalisation de nouveaux partis politiques. Egalement une amélioration relative de certains droits fondamentaux de la personne. Tout cela obtenu essentiellement sous la pression des différents secteurs sociaux du pays. 59 - 47 - 80%
- 6) Reconnaissance du FMLN comme force politique représentative 56 - 33 - 59%

[2] Le premier chiffre indique le nombre de votants; le second, le nombre de voix favorables recueillies pour la proposition; et le troisième la valeur en pourcentage (NdT).

[3] Accord de paix pour l'Amérique centrale signé à Guatemala-Ville le 7 août 1987 (NdT).

1.2 - Principaux problèmes

- 7) Détérioration constante de la situation économique qui se traduit par la décroissance du PIB per capita, par la misère affectant la majeure partie de la population, par l'inflation et le chômage, par la non satisfaction massive des besoins primaires, par l'imposition de mesures économiques antipopulaires, par l'absence d'investissements, par les déficits fiscaux, par le déséquilibre de la balance des paiements, par la mauvaise répartition du crédit bancaire, par l'augmentation de la dette extérieure, par le déséquilibre croissant entre les salaires et le coût de la vie, même dans les rubriques des besoins élémentaires, de sorte que la santé, l'éducation et le logement sont de plus en plus inaccessibles. Tandis qu'une minorité devient plus riche, la majorité devient plus pauvre. 59 - 59 - 100%
- 8) Budget national ordonné en majeure partie à la guerre et non à la satisfaction des besoins primaires du peuple. 56 - 56 - 100%
- 9) Hypothèse pesant sur la souveraineté nationale et sur l'autodétermination; énorme ingérence des Etats-Unis dans les affaires nationales et dépendance grandissante par rapport à eux. 59 - 58 - 98%
- 10) Existence massive de personnes déplacées, de réfugiés et de marginalisés. 56 - 55 - 98%
- 11) Détérioration accrue du système éducatif à tous les niveaux, du primaire à l'université. Faible souci des valeurs culturelles propres et assujettissement à des modèles culturels étrangers et aliénants. 56 - 55 - 98%
- 12) Prolongation de la guerre depuis plus de sept ans et sans terme en perspective, avec l'immensité des maux de toutes espèces qu'implique cette prolongation. 59 - 57 - 97%
- 13) Graves restrictions au processus démocratique: limitation de la participation populaire, graves restrictions aux droits fondamentaux de l'homme et sérieuses violations des mêmes, militarisation croissante du pays et donc affaiblissement du pouvoir des organismes civils, faiblesse caractérisée et inefficacité de la justice, impunité en matière de violations des droits de l'homme, découragement populaire devant l'inexistence de processus démocratique et devant le comportement des partis politiques, degré élevé de répression. 59 - 52 - 88%
- 14) Inefficacité et corruption de l'administration. 56 - 49 - 88%
- 15) Anomie sociale grandissante, démoralisation et déshumanisation de la société salvadorienne, avec pertes de critères éthiques et de valeurs morales, augmentation de la délinquance et durcissement des comportements. Défiguration de la vérité, laquelle est assujettie à des intérêts particuliers placés sous le signe de l'idéologie. 56 - 44 - 79%
- 16) Détérioration écologique de plus en plus irréversible. 56 - 44 - 79%

2. Causes de l'actuelle situation conflictive d'El Salvador

2.1 - Causes structurelles primaires

- 17) La racine est l'injustice structurelle qui se traduit par la concentration injuste de la richesse, en particulier de la terre mais aussi de l'industrie et du commerce, entre les mains de groupes sociaux restreints qui excluent de ses retombées l'immense majorité de la population, en rendant de ce fait impossible la reproduction matérielle et spirituelle de cette majorité. L'injustice structurelle est doublée de violence institutionnalisée et de répression, qui maintiennent le peuple dans des conditions de vie inhumaines faites de négation de ses droits fondamentaux. 59 - 59 - 100%
- 18) Epuisement du modèle capitaliste agro-exportateur et dépendant dans le cadre d'une injuste structuration du commerce international. 59 - 58 - 98%
- 19) Subordination du pouvoir politique au pouvoir économique, de sorte que le pouvoir d'Etat et de ses organes est ordonné au profit des minorités et au maintien de l'ordre qui les favorise, en constituant ainsi un système politique excluant, injuste, faible et répressif. 59 - 56 - 95%

20) Ingérence directe et permanente des secteurs militaires dans la conduite de l'Etat et de la société, en soutien des oligarchies, des secteurs dominants et, actuellement, des intérêts nord-américains. 59 - 56 - 95%

21) Ingérence permanente des Etats-Unis en raison de la situation géopolitique d'El Salvador. 56 - 52 - 93%

22) Système éducatif inadapté au développement intellectuel, moral et politique de la majeure partie de la population. 56 - 42 - 75%

23) Apparition d'un puissant mouvement populaire révolutionnaire, prêt à répliquer à la violence et à supprimer l'injustice grâce à des organisations politico-militaires. 56 - 31 - 55%

2.2 - Causes conjoncturelles

24) Persistance des escadrons de la mort. 56 - 52 - 93%

25) Prolongation de la guerre, avec ses effets sur la situation économique, sociale et politique. 56 - 50 - 89%

26) Imposition de mesures économiques par des organismes financiers internationaux. 56 - 47 - 84%

27) Le gouvernement Reagan avec sa politique particulière envers l'Amérique centrale. 56 - 45 - 80%

28) Mauvaise application des réformes structurelles tant dans leur objectif politique qu'en raison de déficiences dans leur mise en oeuvre. 56 - 43 - 77%

29) Empoisonnement et polarisation des esprits par les médias, pour une bonne part. 56 - 40 - 71%

30) Avantages tirés de la prolongation de la guerre par certains secteurs sociaux. 56 - 39 - 70%

31) Aggravation conjoncturelle de la crise économique structurelle à cause de la crise économique mondiale. 56 - 34 - 61%

32) Catastrophes naturelles 56 - 34 - 61%

33) Frustration populaire devant le mauvais fonctionnement de la démocratie, concrètement devant le peu d'utilité des élections dans l'amélioration de la situation. Incapacité et manque de volonté dans la recherche des personnes aptes et dans l'élaboration des programmes appropriés. Divisions profondes dans les partis et autres organisations, qui se trouvent de ce fait en situation de crise permanente parce que les intérêts particuliers prévalent sur les intérêts généraux. 59 - 34 - 58%

2.3 - Conséquences de l'ingérence étrangère dans le conflit salvadorien

34) Dépendance croissante non seulement militaire et politique mais aussi économique, avec sujétion du pays aux intérêts du capital financier international, avec perte proportionnelle de la souveraineté et de l'autodétermination dans le non respect des intérêts du peuple et de sa volonté, avec perte progressive de l'identité nationale. 59 - 58 - 98%

35) Prolongation de la guerre et militarisation accrue, du fait du règlement par les armes comme choix prioritaire et des différentes formes de répression. 59 - 57 - 97%

36) Acceptation de la corruption parmi les hauts fonctionnaires du gouvernement et des forces armées. 56 - 47 - 84%

37) L'ingérence des Etats-Unis est l'obstacle principal à une solution négociée, en raison de leur im-mixtion dans le pouvoir de décision du gouvernement salvadorien à l'heure du dialogue (4), en violation de la souveraineté nationale et au mépris de l'autodétermination de notre peuple pour une paix dans la justice sociale. 59 - 43 - 73%

[4] En référence aux trois premiers dialogues gouvernement-guérilla de 1984 et 1987. Cf. DIAI D 977, 1013, 1152 et 1245 [NdT].

38) Idéologisation fallacieuse du peuple sous couvert d'un discours démocratisant. 56 - 36 - 64%

2.4 - Situation du problème intérieur par rapport au conflit Est-Ouest

- 39) Le conflit ne résulte pas d'une agression du communisme international, à laquelle on riposte dans le cadre d'une alliance avec les Etats-Unis, mais il est un conflit fondamental essentiellement endogène, et il est surtout dû à l'injustice structurelle. 59 - 56 - 95%
- 40) Faire prévaloir l'explication du conflit selon laquelle il résulte de l'affrontement Est-Ouest, c'est se placer dans la perspective nord-américaine et justifier l'intervention des Etats-Unis dans les affaires intérieures. 56 - 53 - 95%
- 41) Le conflit salvadorien s'inscrit davantage dans le conflit Nord-Sud et c'est pourquoi il rend plus forte la présence nord-américaine. 56 - 34 - 61%
- 42) Bien que le conflit salvadorien ne résulte pas de l'affrontement Est-Ouest, il en est cependant marqué et en subit l'influence parce que les intérêts des blocs entrent en jeu, même si c'est de façon inégale puisque, dans notre cas, les intérêts de la sécurité américaine ont beaucoup plus de portée que les intérêts de l'expansionnisme soviétique. 56 - 29 - 52%

3. Analyse des événements jusqu'à maintenant

3.1- Le coup d'Etat militaire du 15 octobre 1979 et les deux juntas gouvernementales suivantes

- 43) Cela n'a pas permis de régler les grands problèmes du pays mais a au contraire augmenté les contradictions, polarisé les esprits et favorisé la guerre. Avec la deuxième junte, en particulier, on voit s'affirmer le projet contre-insurrectionnel et on entre dans la pire période de terreur de l'histoire d'El Salvador, avec la Démocratie chrétienne comme couverture, tandis que l'ingérence nord-américaine devient de plus en plus lourde. 59 - 52 - 88%
- 44) Cela a été un réajustement opéré sous l'impulsion des Etats-Unis pour éviter une victoire révolutionnaire dans la foulée du mouvement populaire, du mécontentement grandissant de larges secteurs sociaux, et de la détérioration de la situation économique, sociale et politique, tout en tenant compte de l'affaiblissement du modèle politique alors en vigueur, de la nécessité de donner une image démocratique et de contrecarrer l'influence de la victoire sandiniste. 56 - 48 - 86%
- 45) La raison principale de l'échec d'alors tient à ce qu'il n'a pas été fait place à la participation populaire ni à une modification des structures de pouvoir. 56 - 44 - 79%
- 46) Le coup d'Etat militaire a été une tentative de règlement de la crise nationale à caractère progressiste et démocratisant. Il est initialement parvenu à défaire l'appareil militaire du sommet et à constituer un gouvernement de large participation mais dans lequel ont fini par prédominer les forces régressives et répressives, comme on a pu le constater avec le passage de la première à la deuxième junte gouvernementale. 59 - 44 - 75%

3.2 - La tentative de parvenir au pouvoir par la lutte armée

- 47) La prolongation de la guerre a apporté plus de maux que de biens (coûts humains, moraux, sociaux, politiques et économiques). Elle a aggravé les causes qui avaient motivé le conflit. Et il est devenu nécessaire et urgent de trouver une solution négociée. 59 - 58 - 98%
- 48) Cette tentative a été une forme légitime de lutte pour mettre un terme à une situation intolérable et elle a constitué la riposte de secteurs représentatifs de la société face au manque d'espaces pour la participation politique, aux fraudes électorales, à la répression et à l'injustice structurelle. La lutte armée est née de la fermeture des voies pour une solution non violente et de l'impossibilité réelle de participation populaire. 59 - 52 - 88%
- 49) Elle n'a pas apporté de solution aux problèmes, mais elle a fait du FMLN une force réelle sans laquelle il n'y a pas de solution réaliste au conflit. 56 - 46 - 82%

3.3 - Le conflit armé

50) La prolongation de la guerre et le risque de son approfondissement et de sa régionalisation montrent la nécessité et l'urgence d'une solution négociée prenant en compte les raisons structurelles de la guerre et la partie de la population qui y prend part. 57 - 57 - 100%

51) L'intervention étrangère, en particulier celle des Etats-Unis, est la principale responsable de la prolongation du conflit armé. 56 - 49 - 88%

52) Le conflit armé a aggravé les problèmes en provoquant des dommages très graves et de tous genres, en approfondissant la crise économique, sociale et politique, en accentuant la souffrance des masses et l'ingérence des Etats-Unis, en faisant ainsi la preuve que l'option militaire et la violence ne sont pas la solution du problème bien qu'elles soient une partie. 57 - 47 - 82%

53) Pour certains secteurs la guerre est une affaire et ils continuent de la favoriser pour servir leurs intérêts. 56 - 39 - 70%

54) La guerre s'est pour l'heure enlisée et rien ne permet de prévoir l'hypothèse d'une victoire militaire à court ou moyen terme pour aucune des deux parties en conflit. 56 - 35 - 63%

3.4 - Les élections (de 1982 à 1988)

55) Elles ont eu de grands défauts: marginalisation de secteurs sociaux représentatifs, manque de crédibilité avec un fort taux d'abstention, pauvreté du contenu politique des campagnes électorales, expression douteuse et limitée de la volonté populaire. 57 - 53 - 93%

56) Par elles-mêmes elles ne sont pas synonyme ou garantie de démocratie, ni solution au conflit. 56 - 46 - 82%

57) Même si elles ont rendu possible un minimum d'ouverture politique, elles n'ont pas constitué la solution au problème national; elles ont davantage été un élément fondamental du projet contre-insurrectionnel des Etats-Unis dans le sens de la légitimation de la guerre et de la neutralisation du mouvement populaire. 57 - 46 - 81%

3.5 - Le dialogue

58) Le dialogue constitue la méthode la plus rationnelle, la plus juste et la plus chrétienne pour le règlement du conflit. C'est la méthode qui est la plus viable et qui bénéficie majoritairement du soutien de la clameur populaire. 57 - 57 - 100%

59) Bien que les résultats espérés ne se soient pas encore produits, la persuasion grandit quant à sa nécessité, sa légitimité et sa possibilité; le dialogue a contribué à créer de nouveaux espaces de discussion et de consensus. 56 - 55 - 98%

60) Il n'a donné jusqu'à présent que de pauvres résultats à cause de l'absence de participation directe des différentes forces sociales, de l'intransigeance des parties et de leur manque de volonté politique. Loin de répondre aux attentes du peuple, il les a frustrées car il n'est même pas parvenu à humaniser le conflit. 57 - 54 - 95%

4. Procédure de rétablissement d'une paix ferme et durable en Amérique centrale (Esquipulas II) (5)

4.1 - Ses aspects positifs

61) C'est une initiative centro-américaine qui se situe dans le cadre des principes d'autodétermination et d'indépendance régionale sans interventions extérieures, en désaccord avec l'ingérence des Etats-Unis en Amérique centrale. Elle répond à la conviction généralisée que la crise régionale et l'ingérence déstabilisatrice sont une réalité. 57 - 57 - 100%

62) Elle approfondit le concept de démocratie, lequel ne se réduit pas à des élections mais exige le res-

(5) Texte de l'accord de paix de Guatemala du 7 août 1987 dans DIAL D 1231 [NdT].

pect des droits de l'homme, l'adoption de mesures ordonnées à la mise en oeuvre de la justice sociale et de l'autodétermination du peuple, de sorte que la démocratie politique repose sur la démocratie sociale. 57 - 57 - 100%

63) Elle privilégie les solutions politiques et sociales par rapport aux solutions militaires, tant pour chaque pays que dans la région, et elle vise un cessez-le-feu immédiat, une cessation des hostilités et un désarmement, en relançant ainsi un processus qui était bloqué, et en bénéficiant d'une grande crédibilité. 57 - 56 - 98%

64) Elle a obtenu des résultats importants: un soutien international au processus de paix, un engagement formel de non agression entre les Etats centro-américains, un retour d'une partie des réfugiés, une amnistie, un retour de certains leaders d'opposition et, généralement, une avancée de la démocratisation politique; elle a contenu l'aide militaire aux "contras" et a proposé la création du Parlement centro-américain; elle a également arrêté des mesures destinées à favoriser les conditions de vie des masses. 57 - 55 - 96%

65) Elle permet le rapprochement entre peuples centro-américains et la création d'instances de coopération régionale pluralistes, car les problèmes sont à dimension régionale. 56 - 45 - 80%

66) Elle donne certains moyens d'opération et accorde des délais. 56 - 37 - 66%

4.2 - Ses limites

67) Elle ne dispose pas de mécanismes efficaces de vérification ni de capacité de sanctions en cas de non respect des dispositions, ce qui lui retire de l'efficacité et la laisse à la merci de la volonté politique et des possibilités des gouvernements. 57 - 57 - 100%

68) Elle a rencontré une forte opposition de la part des Etats-Unis, des secteurs de droite ainsi que des forces rétrogrades et guerrières, sans forcer à son respect les différentes forces armées. 57 - 54 - 95%

69) Elle a été menée à bien sans participation populaire tant pour sa signature que dans sa mise en oeuvre. 56 - 53 - 95%

70) Elle accentue les symétries entre les pays et ne répond pas de façon correcte aux particularités des situations nationales. 56 - 40 - 71%

71) Elle a donné lieu en El Salvador à une amnistie, en violation de la Constitution et du droit international, au bénéfice de ceux qui ont le plus violé les droits de l'homme. 56 - 32 - 57%

72) Les délais sont trop courts pour respecter les engagements. 56 - 28 - 50%

5. Propositions pour régler le conflit en El Salvador

5.0- Réinterprétation d'Esquipulas II pour le cas d'El Salvador

73) Il faut exercer une pression accrue pour qu'en El Salvador on respecte réellement et pas seulement formellement les engagements d'Esquipulas II, en particulier pour ce qui concerne le dialogue, la négociation et le Parlement centro-américain. 59 - 59 - 100%

74) Il faut apporter un soin spécial au respect des droits de l'homme et du pluralisme politique, ainsi qu'au rapatriement et à la réinstallation des réfugiés dans les lieux de leur choix, en leur accordant pour cela ressources et moyens. 56 - 55 - 98%

75) Favoriser les mécanismes de désarmement et, plus généralement, de démilitarisation avec cessation de l'aide étrangère. 56 - 54 - 96%

76) Rechercher de nouveaux soutiens intérieurs et extérieurs pour le respect d'Esquipulas II, de sorte que les aides internationales puissent être raisonnablement conditionnées à sa mise en oeuvre. Ces soutiens devraient faire baisser l'ingérence étrangère. 56 - 47 - 84%

77) Plutôt que de se laisser influencer par une propagande défaitiste autour d'Esquipulas II, il faut prendre des mesures telles que la cessation des hostilités, l'application d'un plan de développement régional, la mise en valeur d'un traité régional ratifié, si nécessaire, par référendum dans les pays concernés en faisant connaître les rapports des commissions. 56 - 46 - 82%

78) Tous les secteurs nationaux doivent jouir d'une participation plus directe aux accords d'Esquipulas II, en particulier pour le dialogue national, pour une intégration aux secteurs sociaux semblables d'Amérique centrale et pour le fonctionnement de la Commission nationale de réconciliation. A cet effet les gouvernements d'Amérique centrale doivent passer de nouveaux accords rendant possible cette participation. 59 - 48 - 81%

79) Respecter la souveraineté et l'autodétermination, en refusant toute ingérence étrangère, en particulier celle des Etats-Unis qui est la plus grande. 59 - 48 - 81%

80) Constitution d'un gouvernement élargi avec la volonté et la capacité politiques de mettre en oeuvre Esquipulas II. 56 - 44 - 79%

81) Nouvelle conception et nouvelles fonctions de la Commission internationale de vérification et de suivi, étant entendu que la réforme de San José n'est pas appropriée (6). Une plus grande participation des groupes de Contadora et d'appui. 56 - 43 - 77%

82) Esquipulas II doit être appliqué en El Salvador en fonction des caractéristiques propres du FMLN-FDR et compte tenu des limitations du processus démocratique. 56 - 41 - 73%

5.1 - Pour que la guerre cesse

83) Créer un organisme permanent en El Salvador garantissant le contrôle effectif et l'élargissement des traités de Genève de 1949 (article 3 commun), en application à la population civile, et du Protocole II de 1977 additionnel aux accords de Genève, pour l'adoption de mesures d'humanisation de la guerre. Donner une protection spéciale à ceux qui vivent dans les zones les plus touchées par le conflit, en leur assurant le retour au lieu d'origine et en mettant à leur disposition les ressources nécessaires pour une vie digne. 56 - 56 - 100%

84) Solution politique par le dialogue et la négociation, dans le cadre d'un processus continu et permanent. Donc rejet des solutions violentes et militaires. 59 - 57 - 97%

85) Désescalade dans la guerre intérieure par la réduction des actions militaires de chacune des parties en conflit. 59 - 56 - 95%

86) Participation populaire effective au dialogue. 59 - 56 - 95%

87) Démantèlement des escadrons de la mort. 56 - 53 - 95%

88) Constituer un gouvernement de large participation avec représentation de toutes les forces sociales et politiques, disposant de l'autorité morale pour mener le processus de pacification à une solution politique négociée du conflit armé. Pour y parvenir, exiger du gouvernement qu'il crée les conditions permettant l'intégration de tous les secteurs de la nation à ce processus. 58 - 52 - 90%

89) Ne pas brandir la Constitution pour empêcher la négociation; et la modifier pour parvenir à la paix. 56 - 49 - 88%

90) Répondre aux demandes du mouvement populaire. 56 - 48 - 86%

91) Restauration de la souveraineté nationale et autodétermination du peuple, de sorte que la solution soit de l'ensemble des Salvadoriens sans exclusion, en rejetant les ingérences étrangères, spécialement celle des Etats-Unis. 59 - 49 - 83%

92) Obtenir une médiation internationale fiable, telles l'ONU et l'OEA, pour la négociation. 56 - 46 - 82%

(6) Cf. DIAL D 1318 (NdT).

- 93) Demander aux superpuissances de s'abstenir d'intervenir dans le conflit en suspendant toute aide militaire et en retirant les conseillers étrangers; sortir de l'affrontement Est-Ouest afin de ne pas se transformer en point d'appui de l'un ou l'autre bloc. 59 - 48 - 81%
- 94) Créer un organisme sûr et le plus représentatif possible pour le suivi des accords résultant de ce débat, pour l'élargissement d'un consensus national, et pour une participation active aux différentes initiatives de dialogue et de négociation. 56 - 45 - 80%
- 95) Cessation du recrutement forcé par l'une et l'autre parties et réexamen des fonctions de la défense civile. 56 - 45 - 80%
- 96) Donner toute sa force à la démocratie par le respect des droits constitutionnels. 56 - 42 - 75%
- 97) Référendum sur le cessez-le-feu et sur l'humanisation de la guerre. 56 - 38 - 68%
- 98) Solution négociée à l'existence de deux armées. 56 - 32 - 57%
- 99) Mettre en place des structures d'intégration des soldats et des guérilleros à la vie productive. 56 - 32 - 57%
- 100) Détermination d'un nouveau cadre de relations avec les Etats-Unis garantissant leur sécurité et nos intérêts, en fonction du principe que l'aide économique au profit des masses est la meilleure garantie de la sécurité nord-américaine. 56 - 28 - 50%

5.2 - Pour un large consensus national en vue d'une solution pacifique

- 101) Développer la conscience sociale sur le respect réel des droits de l'homme, sur la nécessité d'un Etat démocratique, sur l'obligation de supprimer les causes du conflit par des moyens pacifiques. Parvenir ainsi à la réconciliation nationale. 56 - 55 - 98%
- 102) Parvenir à un consensus national élargi à partir du Débat national, lequel serait institutionnalisé pour encourager et accompagner le dialogue-négociation, ainsi que pour faire parvenir les consensus obtenus aux parties en conflit, aux présidents d'Amérique centrale et aux organisations internationales, ce qui constituerait une participation plus directe de tous les secteurs sociaux aux grandes décisions d'ordre national. Dans ce but sera constitué un organisme permanent et représentatif à raison de deux délégués par organisation invitée au Débat national. 59 - 57 - 97%
- 103) Institutionnaliser le dialogue comme mode de règlement des conflits entre le gouvernement et les forces sociales, et entre les forces sociales elles-mêmes, en arrêtant clairement les règles du jeu démocratique dans la discussion publique. 56 - 51 - 91%
- 104) Il faut rechercher un consensus national, lequel doit être compris comme répondant à un authentique nationalisme, sans exclusion de quiconque et subordonnant les intérêts des minorités à ceux des masses, si l'on veut que ce soit un consensus national populaire. 59 - 50 - 85%

5.3 - Eléments essentiels d'un projet national de paix, de justice et de liberté

a) En matière politique

- 105) Instaurer un système électoral garantissant la participation pluraliste, avec des partis sensibles à la stabilisation des besoins primaires des masses, et garantissant de même le respect de la volonté populaire. 59 - 59 - 100%
- 106) Une politique extérieure basée sur la souveraineté et l'autodétermination, sur le non-alignement, en mettant l'accent sur l'égalité juridique des Etats. 56 - 56 - 100%
- 107) Elaborer un système judiciaire efficace et indépendant, qui garantisse le respect des droits de l'homme et qui applique équitablement les lois tant aux civils qu'aux militaires. 56 - 54 - 96%
- 108) Abrogation des décrets et des lois qui violent et restreignent les droits fondamentaux. 56 - 54 - 96%

- 109) Respect des droits fondamentaux de l'homme et cessation de la répression sous toutes ses formes. 59 - 56 - 95%
- 110) Vie démocratique réelle: reconnaissance effective de toutes les forces sociales et politiques, liberté d'organisation et de manifestation, liberté d'expression et démocratisation de tous les médias. 59 - 54 - 92%
- 111) Ouvrir un forum de large participation, reconnu légalement, pour la recherche de la paix et la prise de décision dans la vie nationale. 59 - 53 - 90%
- 112) Soumission effective de l'autorité militaire à l'autorité civile. 59 - 53 - 90%
- 113) Régularisation du service militaire de telle sorte qu'il ne retombe pas sur les seuls défavorisés. 56 - 45 - 80%
- 114) Exiger la dissolution du ministère de la culture et de la communication, ou sa réorientation en fonction de projets culturels libérateurs. 56 - 38 - 68%
- b) En matière économique
- 115) Perfectionner et poursuivre les réformes structurelles; en particulier revoir la réforme agraire en fonction des intérêts populaires, socialement et économiquement, en réglant également le problème de la dette agraire. 59 - 59 - 100%
- 116) Monter un programme de relance économique à contenu social, en instaurant un secteur d'économie mixte dans lequel se combinent la propriété privée et la propriété sociale et soient respectés les justes intérêts de tous les participants à l'activité économique, avec une augmentation de la capacité productive et du pouvoir d'achat des masses, avec une participation équitable des travailleurs aux bénéfices. 59 - 59 - 100%
- 117) Réorienter la politique économique vers la satisfaction des besoins primaires des masses et vers leur développement, par une redistribution du budget national et par une augmentation du Produit intérieur brut. 59 - 58 - 98%
- 118) Renforcer et multiplier les entreprises communautaires et les coopératives de production et de consommation, dans le cadre d'une stratégie autogestionnaire. 56 - 55 - 98%
- 119) Respect et encouragement de l'entreprise privée à fonction sociale, avec une attention particulière au renforcement de la micro, de la petite et de la moyenne entreprise. 59 - 57 - 97%
- 120) Utilisation dans la responsabilité et l'efficacité de l'aide internationale pour la relance économique, en tout respect de la souveraineté nationale, de façon à favoriser la production de biens de consommation élémentaires. Appui à la petite entreprise par des crédits à faible taux d'intérêt. 56 - 54 - 96%
- 121) Lutter pour un nouvel ordre économique international, avec une attention particulière au problème de la dette extérieure. 56 - 54 - 96%
- 122) Recherche de mécanismes de dépassement de la dépendance économique uni-directionnelle par le renforcement de l'intégration régionale, par la collaboration avec les pays latino-américains et par les relations commerciales avec tous les pays. 56 - 53 - 95%
- 123) Favoriser l'industrialisation par la diversification de la production et par le développement de technologies appropriées respectant l'équilibre écologique et les ressources naturelles. 56 - 50 - 89%
- 124) Encouragement de l'investissement pour une relance de l'économie. 56 - 46 - 82%
- 125) Encouragement aux exportations, en particulier le café, et diversification des mêmes, avec application des excédents commerciaux à la relance intérieure. 56 - 38 - 68%
- 126) Ajustement de la charge fiscale. 56 - 37 - 66%

c) En matière sociale

- 127) Supprimer la corruption par des moyens efficaces de contrôle et de sanction. 56 - 56 - 100%
- 128) Programmation d'aide et de promotion pour les personnes déplacées et les réfugiés en vue de leur réintégration dans la vie nationale. 58 - 57 - 98%
- 129) Politique réelle de contrôle des prix pour les produits de première nécessité et ravitaillement approprié. 58 - 57 - 98%
- 130) Programmes sociaux de protection de la famille, de l'enfance, de la vieillesse et des handicapés, surtout les mutilés de guerre. 56 - 55 - 98%
- 131) Développement massif de programmes de santé et de logement, en réponse aux besoins des ceintures urbaines de pauvreté. 58 - 55 - 95%
- 132) Liberté d'organisation des travailleurs de la campagne et de la ville, de sorte que les organisations de travail parviennent à leur entière autonomie, sans ingérence extérieure, mais avec l'aide d'institutions de formation professionnelle et organisationnelle populaire. Droit de grève pour tous et encouragement aux contrats collectifs, avec amélioration de la législation du travail. En particulier approbation et promulgation du nouveau code du travail adapté aux aspirations de la classe des travailleurs en général, mais en lui ajoutant un nouveau livre réglementant la répartition des profits entre travailleurs. 58 - 55 - 95%
- 133) Régler le problème du chômage, en donnant un travail digne à toute la population avec des salaires appropriés. Arrêt des licenciements massifs, réintégration des licenciés et réouverture des postes de travail fermés. Créer aussi la Banque des travailleurs pour faciliter le financement des différents programmes prévus et en planifier de nouveaux dans le cadre du développement économique du pays, du progrès de l'industrie et du commerce en El Salvador. 58 - 54 - 93%
- 134) Reconstruction des secteurs touchés par le tremblement de terre et transmission rapide de l'aide qui leur est destinée. 56 - 48 - 86%

d) En matière éducative

- 135) Réorienter la fonction des médias dans le sens des valeurs éthiques et nationales, en particulier la vérité et la paix ainsi qu'un sain pluralisme. 58 - 58 - 100%
- 136) Un grand effort national, grâce à une augmentation substantielle du budget et à des aides internationales généreuses, pour améliorer la formation des instituteurs et leur rétribution, pour parvenir à l'alphabétisation de tous, pour revoir à fond l'enseignement primaire, secondaire et supérieur, avec une attention particulière au problème universitaire actuel. La répartition des ressources doit donner la priorité aux échelons les plus bas de la pyramide éducative sur les échelons supérieurs de sorte que le droit de tous à l'éducation devienne effectif. 58 - 56 - 97%
- 137) Elaborer un projet éducatif national, après évaluation du projet actuel, dans la perspective d'un développement intégral, de la paix, de la justice et de la vie démocratique, en fonction de notre réalité, avec une meilleure participation de la communauté éducative. 58 - 56 - 97%
- 138) Financement approprié pour l'Université d'El Salvador. Respect de son autonomie. Tout cela sur la base des dispositions de la Constitution de la République (art. 61) en vertu desquelles la loi complémentaire respective lui attribue 5% du budget national à partir de 1989. De même façon, lui affecter le budget complémentaire demandé pour cette année. 56 - 53 - 95%
- 139) Refonte du ministère de l'éducation dans le sens d'un assouplissement de son fonctionnement et d'une prise en compte des qualités professionnelles plutôt que de la couleur politique. 56 - 51 - 91%
- 140) Financement accru au bénéfice du patrimoine culturel pour son sauvetage et son maintien, en particulier la langue nahuat (7), avec une plus grande participation des organisations culturelles dans la pla-

[7] L'orthographe habituelle, du moins au Mexique, est "náhuatl" [NdT].

nification et l'exécution de la politique culturelle.

56 - 49 - 88%

141) Les Eglises devraient être plus actives et plus efficaces dans l'évangélisation et la moralisation comme formes d'humanisation des différents secteurs sociaux.

56 - 36 - 64%

6. Autres propositions

142) Inviter les partis politiques à insérer dans leur programme de gouvernement les points de consensus formulés dans le document final du Débat national. Lancer un appel aux institutions invitées mais n'ayant pas participé au Débat national, ainsi qu'aux autres forces sociales qui n'ont pas été invitées, pour qu'elles apportent leur soutien aux points ayant fait l'objet d'un consensus, et qu'elles s'intègrent activement au Débat national pour la paix. Confier à l'organe permanent du Débat national approuvé par l'assemblée publique le soin de mener à bien les actions propres à garantir le respect des accords, et de donner suite au Débat national pour la paix. Demander au gouvernement salvadorien et au FMLN-FDR de reprendre à leur compte, en toute responsabilité, les résolutions du document final du Débat national, en passant immédiatement un accord de cessez-le-feu et de relance du dialogue-négociation pour la paix en El Salvador.

56 - 56 - 100%

143) Que la Cour suprême de justice réponde à la demande sur l'inconstitutionnalité de la partie finale de l'article 2 de la loi d'amnistie, et que soient donc exclus de son bénéfice les coupables de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité (massacres, tortures et disparitions forcées), quel qu'en soit le responsable. Procéder immédiatement à une enquête effective en la matière.

56 - 55 - 98%

144) El Salvador doit reconnaître la compétence de la Cour interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA (8) dans l'investigation sur les violations des droits de l'homme dans le pays. Que soient signées et ratifiées la Convention contre la torture et autres traitements cruels, inhumains ou dégradants (ONU, 1984); la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (ONU, 1968); ainsi que les accords de l'OIT et de l'UNESCO. Que l'Assemblée législative ratifie la Convention interaméricaine de prévention et de sanction de la torture (OEA, 1985) et le Protocole facultatif du Pacte international de droits civiques et politiques (ONU, 1966). Adapter le droit intérieur aux normes juridiques internationales. Veiller à leur respect effectif.

56 - 54 - 96%

145) Exiger des parties en conflit des signes concrets et immédiats de bonne volonté en faveur des masses et de la négociation.

56 - 54 - 96%

146) Féliciter l'Eglise catholique pour son courageux effort en faveur du Débat national.

56 - 50 - 89%

147) Se mettre à la tâche pour modifier la Constitution dans le sens d'un perfectionnement par une meilleure adaptation aux conditions réelles du pays.

56 - 47 - 84%

THÈSES N'AYANT PAS OBTENU LA MAJORITÉ DES VOIX

1. Description succincte de la situation actuelle en El Salvador

1.1 - Aspects positifs

- Début d'un processus de réformes structurelles et intégration de celles-ci dans la Constitution.

56 - 24 - 43%

2. Causes de l'actuelle situation conflictive d'El Salvador

2.1- Causes structurelles primaires

- Enorme pression démographique sur un territoire qui est pauvre en ressources et de bas niveau culturel et scientifique.

56 - 23 - 41%

2.2 - Causes conjoncturelles

- Divisions dans les secteurs populaires.

56 - 26 - 46%

- Inflexibilité des deux parties en conflit et des différents secteurs sociaux et politiques, avec éventuelles tendances à la radicalisation des positions.

56 - 22 - 39%

[8] Organisation des Etats américains (NdT).

- La révolution nicaraguayenne comme effet d'entraînement. 56 - 12 - 21%

2.3 - Conséquences de l'ingérence étrangère dans le conflit salvadorien

- Dans certains cas elle a fait pression en faveur des droits de l'homme, elle a contrôlé les coups d'Etat et elle a empêché le chaos économique. 56 - 21 - 38%

2.4 - Situation du problème intérieur par rapport au conflit Est-Ouest

- Le conflit Est-Ouest a contribué à l'approfondissement et à l'élargissement de la guerre. 56 - 17 - 30%

3. Analyse des événements jusqu'à maintenant

3.1 - Le coup d'Etat militaire du 15 octobre 1979 et les deux junte gouvernementales suivantes

- Ils ont permis des réformes structurelles importantes, même si celles-ci étaient viciées dans certains de leurs objectifs et réalisations. 59 - 17 - 29%

- Le processus enclenché en octobre 1979 a permis le retour aux élections démocratiques. 56 - 12 - 21%

3.2 - La tentative de parvenir au pouvoir par la lutte armée

- La tentative de prise du pouvoir par la voie des armes a échoué en raison de l'intervention des Etats-Unis, de l'augmentation disproportionnée de l'armée et des déficiences du FMLN. 56 - 22 - 39%

- La lutte armée n'est plus une méthode valide de légitimation du pouvoir. 56 - 18 - 32%

- Elle a été la stratégie marxiste de prise du pouvoir. 56 - 9 - 16%

3.4 - Les élections (de 1982 à 1988)

- Malgré leurs insuffisances, elles ont donné quelques résultats positifs, elles ont signifié le début d'un processus démocratique et elles ont fait disparaître la culture de la fraude. 56 - 12 - 21%

3.5 - Le dialogue

- Il a été manipulé par les deux parties en fonction de leurs objectifs propres ou, du moins, il a été subordonné à des stratégies autres. 57 - 25 - 44%

5. Propositions pour régler le conflit en El Salvador

5.0 - Réinterprétation d'Esquipulas II pour le cas d'El Salvador

- Créer les conditions pour que le FMLN puisse s'intégrer au processus démocratique, ce qui impliquerait, en cas de concrétisation, son abandon des armes. 56 - 18 - 32%

5.3 - Eléments essentiels d'un projet national de paix, de justice et de liberté

a) en matière politique

- Que soit acceptée, y compris par le FMLN-FDR, la Constitution de 1983 comme instrument et cadre provisoire de l'ordre politique et de la négociation, mais en faisant de cette charte une interprétation la plus large possible de sorte que ce qui n'est pas expressément interdit soit considéré comme susceptible d'arrangement négocié. Si nécessaire que le FMLN soit reconnu comme mouvement insurrectionnel. 56 - 22 - 39%

LISTE DES FORCES SOCIALES AYANT PARTICIPÉ A L'ASSEMBLÉE PUBLIQUE DU DÉBAT NATIONAL

1. Association des moyennes et petites entreprises salvadoriennes (AMPES)
2. Conseil national des chefs d'entreprises salvadoriens (CONAES)
3. Fondation salvadorienne pour le développement et l'habitat minimal (FUNDASAL)
4. Institut d'études juridiques d'El Salvador (IEJES)
5. Association salvadorienne des sociologues (ASS)
6. Institut salvadorien d'administration municipale (ISAM)
7. Unité universitaire (UU)
8. Association salvadorienne de travailleurs de l'art et de la culture (ASTAC)
9. Mouvement salvadorien des femmes (MSM)

10. Mouvement pour l'art et l'identité culturelle d'El Salvador (MAICES)
11. Société générale des artistes de variétés (SGAV)
12. Université d'El Salvador (UES)
13. Université centro-américaine José Simeón Cañas (UCA)
14. Université nouvelle San Salvador (UNSSA)
15. Université Francisco Gavidia (UFG)
16. Fédération des centres d'éducation catholique (FCEC)
17. Université technologique (UT)
18. Fédération nationale des syndicats de travailleurs salvadoriens (FENASTRAS)
19. Confédération des associations coopératives d'El Salvador (COACES)
20. Conseil coordinateur des travailleurs de l'Etat et des municipalités (CCTEM)
21. Unité populaire démocratique (UPDI)
22. Centrale des travailleurs salvadoriens (CTS)
23. Association des travailleurs des télécommunications (ASTTEL)
24. Syndicat des travailleurs de l'Institut de sécurité sociale (STISS)
25. Union communale salvadorienne (UCS)
26. Confédération générale du travail (CGT)
27. Fédération des syndicats de l'industrie de la construction et assimilés, du transport et autres activités (FESINCONSTRANS)
28. Fédération salvadorienne de coopératives de la réforme agraire (FESACORA)
29. Confédération générale des syndicats (CGS)
30. Fédération des syndicats de travailleurs de l'industrie de l'alimentation, du vêtement, du textile, des assimilés et connexes d'El Salvador (FESTIAVTSCES)
31. Fédération unitaire d'El Salvador (FUSS)
32. Association nationale d'Indiens salvadoriens (ANIS)
33. Association générale des employés du ministère des finances (AGEMHA)
34. Syndicat d'entreprise des travailleurs de Anda (SETA)
35. Association des travailleurs du ministère de l'éducation (ATRAMÉ)
36. Association nationale des éducateurs salvadoriens (ANDES)
37. Syndicat textile des travailleurs de Industries Unies S.A. (STTIUSA)
38. Mouvement autochtone indien salvadorien (MAIS)
39. Fédération nationale des associations coopératives d'épargne et de crédit d'El Salvador de R.L. (FEDECACES)
40. Fédération nationale des associations coopératives d'agropastoral de R.L. (FENACOA)
41. Association nationale des travailleurs de l'agropastoral - Association nationale des paysans (ANTA-ANC)
42. Fédération des coopératives de la réforme agraire de l'Est (FECORAO)
43. Fédération des associations et syndicats indépendants d'El Salvador (FEASIES)
44. Association générale des employés publics et municipaux (AGEPYM)
45. Conseil coordinateur des travailleurs de l'Est (CCTO)
46. Association des coopératives de production agropastorale intégrée (ACOPAI)
47. Conseil des communautés marginales (CCM)
48. Union nationale des sinistrés d'El Salvador (UNADES)
49. Unité coordinatrice de Mesones (UCM)
50. Union communale d'El Salvador (UCES)
51. Comité de licenciés et de chômeurs d'El Salvador (CODYDES)
52. Commission des droits de l'homme d'El Salvador (CDHES non gouv.)
53. Fédération des comités de mères et parents de prisonniers, disparus et assassinés politiques Mgr Oscar Arnulfo Romero (FECMAFAM)
54. Tutelle légale de l'archevêché de San Salvador (TUTELA)
55. Secours juridique chrétien (SJC)
56. Conseil coordinateur des institutions privées de promotion humaine d'El Salvador (CIPHES)
57. Eglise baptiste de l'Emmanuel (IBE)
58. Eglise luthérienne salvadorienne (ILS)
59. Eglise épiscopaliennne d'El Salvador (IE)
60. Eglise baptiste Shalom (IBS)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 330 F - Etranger 390 F - Avion 460 F

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441